

SALARIÉS DES STRUCTURES D'INSERTION (SIAE)

PUBLIC

Salariés de trois structures d'insertion, sans qualifications et pour certains, sans maîtrise des savoirs de base.

CERTIFICATIONS

Titre ADVF
CAP Maintenance, hygiène locaux -

RESUME DE L'ACTION

L'action consiste à donner accès à la VAE aux publics éloignés de l'emploi et de la formation pendant qu'ils sont salariés des structures d'insertion par l'activité économique:

- en choisissant des certifications validables localement.
- en activant le réseau des PRC, des organismes à même de les aider à préparer leur dossier de recevabilité (AFPA - GRETA).
- en adaptant les conventions financières aux ressources des territoires.
- en mobilisant les employeurs et l'encadrement de proximité des salariés.

AVEC QUI ?

DDTEFP - PRC - AFPA - GRETA -
GIP ALFA
CRIA - ASSOCIATIONS (SIAE)

DURÉE DE L'ACTION

18 mois

FINANCEMENT

DDTEFP

LES RÉSULTATS

VENDÔME: 21 personnes sensibilisées.

4 Validations ADVF et 3 Attentes de jurys - CAP Maintenance Hygiène des locaux

BLOIS: 20 Personnes sensibilisées. 2 entrées dans la démarche puis démobilisées ou disparues.

OUTILS

Fiche individuelle
Conventions

CONTEXTE

Le département du Loir et Cher dispose d'une quinzaine de structures d'insertion par l'activité économique

La chargée de la VAE - DDTEFP - se préoccupait de l'usage des financements dédiés à la VAE et une action d'information des structures d'insertion avait permis de les sensibiliser à la VAE sans que cela les ait conduit à y engager leurs salariés.

Elle est en étroite relation avec la chargée de l'IAE au sein de la DDTEFP.

Une action collective précédente sur l'illettrisme, conduite avec une régie de quartier, avait mobilisé les mêmes acteurs.

HISTORIQUE DU MONTAGE ET DE LA MISE EN OEUVRE

INITIATIVE ET DÉROULEMENT

Origine: L'idée naît au sein de la DDTEFP pour assurer l'égalité d'accès à la VAE.

Phase 1: Fin 2006 - La chargée de la VAE sollicite individuellement les structures d'insertion en leur demandant d'examiner l'éligibilité de leurs salariés et prévient les PRC de la mise en place de cette action collective.

Phase 2: Février 2007 - Elle organise une réunion de lancement avec tous les acteurs concernés - 4 structures présentes + PRC; CRIA - GIP ALFA. Au cours de laquelle il apparaît qu'il sera possible de travailler avec 3 structures.

Phase 3: Mars à Mai 2007 - Informations collectives, coanimées par les PRC et le CRIA, dans une salle du FJT pour Vendôme, au PRC (Chambre de métiers) pour Blois, suivies d'entretiens personnalisés aux PRC pour les salariés candidats, avec l'établissement d'une fiche de suivi au PRC de Vendôme.

Mise en place de deux conventions - Une avec le PRC de Blois pour l'accompagnement à la recevabilité des salariés de l'IAE et des demandeurs d'emploi des métiers du tertiaire à Blois- Une avec une association intermédiaire pour l'accompagnement de ses salariés à Vendôme, le PRC local ne pouvant absorber la surcharge.

Phase 4: Mai-Juin 2007 - Identification des titres et des diplômes recherchés et accessibles - ADVF - CAP Maintenance et Hygiène des locaux, information du DAVA et sollicitation de l'AFPA et du GRETA pour la prise en compte des spécificités du public et de l'action collective et anticiper la réception des dossiers de recevabilité et la tenue des sessions de jurys.

Phase 5: Réalisation de l'accompagnement à la recevabilité couplée aux ateliers de maîtrise des savoirs de base - établissement des dossiers et transmission collective aux certificateurs. Veille sur les délais de déclaration de recevabilité et sur l'engagement des accompagnements certificateurs.

OU EN EST ON AUJOURD'HUI ?

VENDÔME 21 salariés sollicités
17 entretiens individuels

Pour une association intermédiaire: 4 personnes pour le titre ADVF dossiers déposés en Novembre 2007; déclarés recevables en janvier 2008.

3 CAP maintenance et hygiène des locaux; déclarés recevables en Février 2008 - jury à l'automne.

Au sein de l'association intermédiaire, une encadrante réalise un important travail de mobilisation et de soutien des salariés engagés dans des parcours.

BLOIS 20 Salariés sollicités

5 Personnes se sont engagées avec des problèmes de preuves ou d'éligibilité.

2 personnes en cours (Aide soignante et DEAVS ou ADVF); relance sans effets.

Les employeurs sont devenus les promoteurs de la VAE auprès de leurs salariés dont ils repèrent les potentialités.

PERSPECTIVES

Revoir la stratégie de mobilisation des structures d'insertion pour relancer une action de ce type.

GRUPE PROJET

Comité de suivi: DDTEFP - PRC(s) de Blois et de Vendôme - GIP ALFA, les trois structures employeurs.
Animé par la DDTEFP, il conçoit et conduit l'action en 4/5 séances.

LES CONDITIONS DE RÉUSSITE

RESSOURCES PRÉEXISTANTES

Avec la **DDTEFP**, tous les acteurs locaux impliqués par l'action sont en relation de collaboration sur le développement de l'emploi, les services à la personnes et les savoirs de base.

L'expertise du **GIP ALFA** sur la VAE et sur le montage d'actions collectives.

CRIA

Maîtrise des problématiques de l'accès à la VAE pour les publics confrontés à l'illettrisme.

COMPÉTENCES MOBILISÉES PAR LE SERVICE PUBLIC

DDTEFP

Capacité de sensibilisation des acteurs locaux.

Ingénierie financière par l'adaptation des conventions aux spécificités des situations en finançant le PRC à Blois et l'Association intermédiaire à Vendôme.

PRC

Savoir adapter les formes d'accueil, d'information et d'accompagnement à la fragilité des publics.

Choisir les certifications en fonction des capacités d'accompagnement et de validation locales.

AFPA

Contribution à la préparation de la recevabilité et adaptation du rythme de l'accompagnement aux publics et aux SIAE.

COMPÉTENCES MOBILISÉES PAR LES PARTENAIRES

CRIA

Co animation des informations collectives.

Evaluations individuelles des savoirs de base, prescription des heures de formation nécessaires.

L'ASSOCIATION

intermédiaire (Vendôme)

Mobilisation des salariés et de l'encadrement de proximité pour les soutenir.

RISQUES IDENTIFIÉS ET OBSTACLES FRANCHIS

Les salariés des SIAE restent peu de temps dans les structures. Les encadrants ne les voient que rarement et leurs activités sont multiformes.

Longueur des délais de retour des déclarations de recevabilités; 4 mois

Difficultés à faire co-animer les accompagnement à la recevabilité par l'AFPA et le GRETA.

Absence de mobilisation des dirigeants des structures d'insertion pour le bassin de BLOIS.

A RETENIR POUR TRANSFÉRER

La proximité des ressources d'accompagnement avec la possibilité de valider localement

L'approche globale pour prendre en compte l'ensemble du projet professionnel et composer des réponses conjuguant l'accompagnement et la formation.

La coordination des acteurs - préciser dès l'origine du projet, les apports et les engagements des partenaires associés.

CONTACTS

Hélène LEVEQUE
Valérie METROT
Laurent DELCOUX

DDTEFP 02/54/55/85/70
PRC de Blois
PRC de Vendôme